

# Accusations de Fillon: Hollande contre-attaque

Le chef de l'Etat a vivement répliqué aux propos de l'ex-Premier ministre, également condamnés par les principaux autres candidats

Le climat de la campagne s'est encore envenimé avec les accusations lancées par François Fillon contre un supposé « cabinet noir » à l'Élysée, qui lui a attiré une très vive riposte de François Hollande et la réprobation des autres candidats.

« Je ne veux pas rentrer dans le débat électoral, je ne suis pas candidat, mais il y a une dignité, une responsabilité à respecter. Je pense que François Fillon est au-delà maintenant, ou en deçà », a déclaré hier le chef de l'État à l'antenne de FranceInfo et France Bleu. Et de démentir à nouveau, avec humour, l'existence d'un « cabinet noir » à l'Élysée: « Écoutez, il y a un cabinet, heureusement, qui travaille, mais nous n'avons pas à nous mêler des affaires et vous savez ma position, ça a toujours été l'indépendance de la justice, le respect de la présomption d'innocence et ne jamais interférer », a répondu le chef de l'État. Avec une petite pique en prime: « Je crois que c'est très différent de mes prédécesseurs. »

## « Aux abois »

Pas de quoi décourager le candidat de la droite et du centre, qui est reparti à la charge hier soir, lors d'un meeting à Biarritz: « La seule façon de sauver la gauche, c'est de tuer Fillon », a-t-il lancé dans un bref discours devant une assistance d'environ 2000 personnes. De leur côté, les coordinateurs de sa campagne, Bruno Retailleau et Christian Jacob, ont demandé « solennellement à la justice de mener une enquête car le doute ne peut pas subsister sur des accusations aussi graves touchant



Marc Joulaud, ex-suppléant de François Fillon à l'Assemblée, qui avait aussi rémunéré Penelope Fillon, a été mis en examen hier pour « détournement de fonds publics ». (PQR/Ouest-France)

le sommet de l'État et même le Président de la République ».

Mais l'un des auteurs du livre sur lequel dit s'appuyer François Fillon, Didier Hasso, a démenti les propos de ce dernier et dénoncé une instrumentalisation de son livre par un homme « aux abois » qui « essaie de faire un coup ». Même démenti du ministre des Finances Michel Sapin sur une utilisation politique de Tracfin, le service chargé de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. « Jamais Tracfin ne communique, ni à Christian Eckert [secrétaire d'État au Budget, Ndlr], ni à moi-même, ni à toute autre autorité publique des informations sur la situation des personnes. »

Le candidat socialiste Benoît Hamon a pour sa part estimé que François Fillon était « indigne de la fonction présidentielle ». En déplacement à Moscou (lire en pages suivantes), Marine Le Pen, elle aussi inquiétée par une affaire d'emplois supposés fictifs d'assistants parlementaires européens, a indiqué de son côté qu'elle préférerait « laisser se bagarrer » François Fillon et François Hollande.

## « Soupçon généralisé »

« Il ne faut pas commencer à accuser tout le monde de tout et n'importe quoi, parce que ça s'appelle de la diffamation et du soupçon généralisé », a réagi de son côté Emmanuel Macron, en visite au Salon du livre. Quant à Danielle Simonnet, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, elle a exprimé son « ras-le-bol de ces affaires qui polluent complètement le débat de l'élection présidentielle et qui montrent à quel point notre monarchie présidentielle est pourrie par ces logiques affairistes et de corruption ».

Pendant ce temps-là, les juges continuent leur travail. L'ex-suppléant de François Fillon à l'Assemblée, Marc Joulaud, a été à son tour mis en examen hier pour « détournement de fonds publics en lien avec un emploi fictif ou surévalué ». L'actuel maire (Les Républicains) de Sablé-sur-Sarthe avait succédé à l'Assemblée à François Fillon, et salarié l'épouse de ce dernier comme assistante parlementaire de 2002 à 2007.

1. Dans L'Émission politique sur France 2, François Fillon avait accusé jeudi soir François Hollande d'organiser, à la tête d'un « cabinet noir », les fuites dans la presse sur ses affaires judiciaires.



Par DENIS JEAMBAR

## Ad nauseam

Jusque dans quels bas-fonds va donc descendre cette campagne présidentielle? Les sondages nous annoncent un taux d'abstention sans précédent le 23 avril prochain lors du premier tour du scrutin élyséen. Et pour cause! Les électeurs ne sont pas confrontés à une décomposition politique mais à une crise démocratique. C'est toute notre vie publique qui est en train de sombrer. L'émission consacrée jeudi soir à François Fillon aura été l'illustration désespérante de cette situation. L'avenir de la France et des Français n'y a occupé qu'une place secondaire, écrasée sous le poids des affaires de François Fillon et de son attaque surprise contre François Hollande, accusé d'avoir mis en place un cabinet noir à l'Élysée. Certes, le candidat de la droite et du centre clame son innocence, mais il ne peut demander un débat sur le fond et défendre son programme en se lançant à son tour dans ce qu'il dénonce. Il a du coup relancé le climat de calomnie qui pèse sur cette campagne. On comprend la manœuvre de François Fillon

et son objectif. En créant une affaire dans sa propre affaire, il cherche à la relativiser.

« Certes, le candidat de la droite et du centre clame son innocence, mais il ne peut demander un débat sur le fond en se lançant à son tour dans ce qu'il dénonce. »

Une tactique vieille comme la politique: depuis Machiavel, la ruse en est un des moyens favoris. Elle exige de l'audace et de l'habileté. En partant à l'assaut contre le chef de l'État, François Fillon a incontestablement fait preuve d'une sidérante audace tout en créant, ce qui est un atout de la ruse, une immense surprise. A-t-il pour autant été habile et peut-il en espérer un résultat? Il est évident qu'en se lançant dans cette manœuvre, il voulait surtout mobiliser son électorat, le ramener dans son camp en jouant sur le très fort discrédit du Président au sein des électeurs de droite, voire du centre. On imagine d'ailleurs assez aisément le coup suivant sur cet échiquier de la ruse: François Fillon expliquera de plus en plus qu'Emmanuel Macron est un faux nez de François Hollande et mettra les deux hommes dans le même sac. Encore faut-il que cette tactique fonctionne et que l'électorat qui l'a abandonné revienne vers lui après ce coup d'éclat très risqué. Le sondage Harris Interactive qui a suivi l'émission de jeudi montre que 66% des électeurs de droite ont été convaincus par sa prestation, soit six points de mieux que lors de son passage sur ce même plateau en octobre 2016. Il a même progressé de 13 points dans l'électorat des Républicains avec 74% de convaincus. En outre, l'émission a presque égalé son record d'audience avec 3,3 millions de téléspectateurs. Bref, même si sur l'ensemble des téléspectateurs, François Fillon a beaucoup moins convaincu que lors de la primaire, il a marqué des points dans son électorat. C'était le but de sa manœuvre. Sera-t-il suffisant pour revenir dans la course du premier tour? C'est loin d'être acquis. On connaît le dicton perse: « Qui sème le vent, récolte la tempête. »

## Une journée en campagne

### ► LA GAUCHE SE DÉCHIRE (ENCORE)

« Je ne m'attendais pas à ce qu'il y ait autant de trahisons. Parce que ce sont des trahisons, des trahisons, pas de moi, je ne demande rien, mais d'une histoire, de valeurs que nous représentons, de la place qui doit être celle de la gauche »: le candidat socialiste à la présidentielle, Benoît Hamon, n'a pas eu de mots assez durs pour condamner hier les défections de ses « camarades », qui sont de plus en plus nombreux à rallier Emmanuel Macron. Et d'enfoncer le clou: « [La gauche] qui, pour gouverner, renonce à être de gauche et qui, demain, pourrait, comme je l'entends [chez] certains, baisser l'ISF, augmenter la pression sur les chômeurs, baisser le nombre de fonctionnaires, faciliter le licenciement, ça, ça n'est pas la gauche, et si pour garder le pouvoir ou exercer le pouvoir, il faut faire cela, [...] moi je ne le ferai pas. »

### ► DOUSTE-BLAZY REJOINT MACRON

Ceci dit, le dernier ralliement en date au leader d'« En marche! » ne vient pas de la rue de Solferino: il s'agit de Philippe Douste-Blazy, actuellement secrétaire général adjoint de l'ONU.

## En bref

### Un pas vers la fermeture de Fessenheim

Une étape significative a été franchie hier vers la fermeture anticipée de Fessenheim: les trois conditions posées par EDF pour enclencher la longue procédure devant aboutir à l'arrêt effectif de la doyenne des centrales nucléaires françaises ont été satisfaites. Après l'obtention de deux garanties auprès de l'État français au sujet d'installations nucléaires dans l'Hexagone, l'électricien public a vu son indemnisation à hauteur de 489 millions d'euros minimum validée de facto par Bruxelles.

### Le Tunisien arrêté à Anvers inculpé de faits « à caractère terroriste »

Le Tunisien de 39 ans arrêté jeudi après avoir mis en danger avec sa voiture des piétons dans la ville belge d'Anvers, a été inculpé hier de « tentative d'assassinat à caractère terroriste », même si les enquêteurs restent prudents sur ses motivations.

### Attaque à Orly: deux hommes présentés à la justice antiterroriste

Deux hommes soupçonnés d'avoir eu un rôle dans la fourniture de son arme à Ziyed Ben Belgacem ont été présentés hier aux juges antiterroristes. Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire, en retenant les chefs de tentative d'assassinat sur personne dépositaire de l'autorité publique en relation avec une entreprise terroriste, association de malfaiteurs terroriste criminelle, vol avec arme et détention d'arme en relation avec une entreprise terroriste.

### Abattoir du Vigan: un an de prison avec sursis requis

Le procureur a requis hier à Alès un an de prison avec sursis contre le principal prévenu d'un procès inédit sur des cas de maltraitance à l'abattoir bio du Vigan, un homme ayant un « côté sadique » selon le magistrat.